L'industrialisation par l'investissement direct étranger

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le virage vers les multinationales après 1965

La séparation d'avec la Malaisie le 9 août 1965, examinée au chapitre II de la présente partie, fit disparaître la prémisse de la stratégie initiale.[1] Une ville seule ne pouvait bâtir une base industrielle sur son seul marché intérieur. La Confrontation indonésienne avait déjà coupé les échanges avec l'archipel, et la Malaisie était désormais un État distinct doté de ses propres droits de douane. Le gouvernement réagit en se tournant vers l'extérieur. Il décida de produire pour les marchés mondiaux et d'attirer les entreprises qui en contrôlaient l'accès, c'est-à-dire en pratique les multinationales américaines, européennes et japonaises.

La décision était moins évidente qu'elle ne le paraît rétrospectivement. Nombre d'États nouvellement indépendants des années 1960 regardaient les multinationales avec méfiance, car ils associaient le capital étranger à l'exploitation coloniale et préféraient la propriété publique ou des champions nationaux protégés. Sur la scène politique singapourienne elle-même, le syndicaliste James Puthucheary avait soutenu que l'État devait posséder l'industrie lourde stratégique. Puthucheary se souvenait de Winsemius comme d'un partisan convaincu de l'entreprise privée. Stoelinga montre

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

que Goh Keng Swee partageait le point de vue du conseiller.[2] Les dirigeants singapouriens conclurent que la ville n'avait pas le temps de faire naître ses propres industriels. Les entreprises étrangères apportaient des capitaux, de la technologie, des compétences de gestion et, surtout, des débouchés.

L'année 1967 marqua un tournant. Les investisseurs japonais, américains, britanniques et hongkongais accrurent leurs engagements. Les émeutes de 1967 à Hong Kong, inspirées par la Révolution culturelle en Chine, poussèrent des centaines d'entreprises hongkongaises à chercher une base plus sûre. L'EDB ouvrit un bureau à New York, qui reçut en quatre mois une centaine de demandes de renseignements de fabricants américains, dont beaucoup dans les semi-conducteurs. Les demandes d'investisseurs potentiels passèrent de 1 174 en 1967 à 1 300 en 1968.[3]

Le statut de pionnier et l'Economic Expansion Incentives Act 1967

Les incitations fiscales furent le principal instrument utilisé pour influer sur les décisions d'investissement. Pour la seule année 1966, 26 entreprises nouvellement immatriculées obtinrent le statut de pionnier (pioneer status), assorti d'une exonération fiscale de cinq ans. Le gouvernement escomptait qu'elles emploieraient 19 000 travailleurs une fois en pleine production. En 1967, le législateur remplaça l'ordonnance de 1959 par l'Economic Expansion Incentives (Relief from Income Tax) Act, qui consolida le droit des incitations et devint le cadre des incitations ultérieures. La loi est en vigueur depuis le 15 décembre 1967.[4]

La structure de la loi reflète la logique de l'État développeur. Le ministre peut déclarer une industrie et ses produits industrie pionnière, après quoi une société peut demander un certificat de pionnier. Dans sa forme actuelle, la période d'exonération d'une société pionnière ne peut excéder 15 ans au total.[5] L'incitation est donc une faveur discrétionnaire. Elle se négocie au cas par cas entre la société et l'administration, qui peut l'assortir de conditions relatives à l'investissement, à l'emploi ou aux activités. En dotant l'EDB d'un puissant outil de négociation, la loi transforma la relation entre l'investisseur et l'État en un partenariat contractuel.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Un haut fonctionnaire de la fin des années 1970 expliqua la philosophie sous-jacente par une arithmétique simple. Avec un taux d'impôt sur les bénéfices des sociétés de 40 %, déclara-t-il lors d'une conférence fiscale internationale en 1980, le premier théorème de la fiscalité était que « moins, c'est plus », car 40 % de zéro font zéro.[6] L'État renonçait aux recettes des nouveaux investissements pour pouvoir les obtenir, en misant sur les salaires, les fournisseurs et les bénéfices imposables futurs qu'ils généreraient.

Texas Instruments et le pôle électronique

L'arrivée de Texas Instruments en 1968 devint le récit fondateur de l'EDB. Selon le récit qu'en fit Lee Hsien Loong en 1991, l'entreprise connaissait mal Singapour et doutait que les travailleurs locaux possèdent les compétences et la discipline requises sur une chaîne d'assemblage électronique. Les agents de l'EDB conduisirent les visiteurs dans une fabrique de perruques, où de jeunes femmes cousaient patiemment les cheveux un à un. Une fois convaincue, Texas Instruments mena son projet de l'engagement à la production des premiers semi-conducteurs en cinquante jours. Lors de l'inauguration officielle de l'usine, le 4 juillet 1969, elle employait déjà mille personnes.[7]

D'autres entreprises de semi-conducteurs et d'électronique suivirent, notamment National Semiconductor, Hewlett-Packard, General Electric et Fairchild, venues des États-Unis, ainsi que Hitachi, Philips et Siemens, venues du Japon et d'Europe. Stoelinga, s'appuyant sur les travaux de Linda Lim, donne l'ampleur du résultat : 91 entreprises électroniques employant 46 247 travailleurs en 1975, soit un cinquième de la main-d'œuvre industrielle, et 185 entreprises employant 71 727 travailleurs en 1980. En 1991, Singapour produisait plus de la moitié des disques durs Winchester du monde. Lee Hsien Loong y voyait « un avantage concurrentiel créé par l'homme, fruit des efforts de l'EDB ».[8]

La formation suivit l'investissement. L'EDB créa des centres de formation avec l'indien Tata, Rollei, Brown Boveri et Philips, puis les instituts nippo-singapourien, germano-singapourien et franco-singapourien. Rollei, le fabricant allemand d'appareils photo, et Philips aidèrent à créer deux de ces centres au début des années

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

1970. Ils préparaient des travailleurs peu scolarisés à des emplois dans les usines des multinationales.[9] Le schéma consistant à faire venir une entreprise étrangère et à tirer parti de sa présence pour développer les compétences locales devint une constante de la méthode de l'EDB. Le chapitre IV de la partie J examine les programmes qui lui ont succédé en matière de talents.

La réorganisation de 1968 : EDB, JTC et DBS

Le succès surchargea le Board. En 1968, le gouvernement détacha deux de ses fonctions au profit d'institutions distinctes. La Jurong Town Corporation, aujourd'hui JTC Corporation, fut créée le 1er juin 1968 pour reprendre l'aménagement et la gestion des zones industrielles. La Development Bank of Singapore, constituée le 16 juillet 1968 pour reprendre le financement industriel de l'EDB, commença ses activités le 1er septembre 1968.[10] L'EDB conserva la promotion des investissements comme mission centrale.

La réorganisation instaura une division du travail qui façonne encore l'administration économique de Singapour. Un organisme vend le site, un autre fournit les terrains et les bâtiments, un troisième finance les projets. Chacun est un organisme public (statutory board) doté de sa propre loi, de son budget et de sa direction, et travaille sous la direction politique d'un ministère. Ce modèle permit au gouvernement d'employer des méthodes commerciales sans renoncer au contrôle. Il prépara aussi le terrain pour les institutions financières examinées dans les chapitres suivants : DBS devint l'une des trois grandes banques locales étudiées dans la partie D, tandis que le marché offshore ouvert la même année fait l'objet du chapitre IV de la présente partie.

Notes

1. SG101, « 1959–1965: Early Economic Strategies », op. cit. : Singapour fut séparé de la Malaisie le 9 août 1965. ↩
2. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 224, citant l'entretien d'histoire orale avec J. J. Puthucheary (National Archives of Singapore, bobine 10), dans lequel

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Puthucheary rappelait que Winsemius « was very much a private enterprise man ». ↩

3. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 328–329, citant Chan Chin Bock, « Romancing the American MNCs », dans Chan Chin Bock et al. (éd.), *Heart Work*, Singapour, 2002, p. 32–53, à la p. 44, sur les entreprises hongkongaises « relocating their operations to Singapore to get away from the strikes, the bombs and general chaos » ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 329, citant Lee Soo Ann, *Industrialization in Singapore*, p. 63. ↩

4. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 328, citant l'EDB Annual Report 1967 ; discours lors de la sixième International Tax Conference, février 1980, op. cit., p. 3 : « In 1967, the Economic Expansion Incentives (Relief from Income Tax) Act was passed to replace the earlier legislation and to consolidate the laws. » ; Economic Expansion Incentives (Relief from Income Tax) Act 1967, tel que reproduit sur lawplayer.com à partir de Singapore Statutes Online (consulté en novembre 2026) : « In operation from 15 December 1967 ». ↩

5. Economic Expansion Incentives (Relief from Income Tax) Act 1967, sections 3–6, tel que reproduit sur lawplayer.com (consulté en novembre 2026) : section 4 (agrément des industries pionnières), section 5 (certificats de pionnier), section 6(1) et (3) (période d'exonération « not exceeding 15 years » au total). ↩

6. Discours lors de la sixième International Tax Conference, février 1980, op. cit., p. 4 : « 40 per cent of zero is zero, 40 per cent being the Singapore income tax rate on corporation profits ». ↩

7. Discours du BG Lee Hsien Loong, 1er août 1991, op. cit., p. 3 : le projet « got off the ground within 50 days flat, from date of project commitment to the production of the first batch of semiconductors and integrated circuits in Singapore » ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 329 : inauguration officielle de l'usine le 4 juillet 1969 avec mille employés. ↩

8. F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 329, citant Linda Lim, *Trade, Employment and Industrialization in Singapore*, Genève, 1986, p. 87 ; discours du

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

BG Lee Hsien Loong, 1er août 1991, op. cit., p. 10 : Singapour était « the dominant producer of Winchester disk drives in the world, accounting for more than 50 per cent of world output ». ↩

9. Discours du BG Lee Hsien Loong, 1er août 1991, op. cit., p. 9 ; F. Stoelinga, *Albert Winsemius*, op. cit., p. 322 et 378. ↩

10. Wikipedia, « JTC Corporation » (consulté en novembre 2026) : créée le 1er juin 1968 sous le nom de Jurong Town Corporation ; SG101, « Jurong: From Swamp to Suburb », op. cit. : le mandat fut « later passed to Jurong Town Corporation (JTC), which was set up … in 1968 » ; Wikipedia, « DBS Bank » (consulté en novembre 2026) : constituée par le gouvernement le 16 juillet 1968 pour reprendre les responsabilités de financement industriel de l'EDB, début des activités le 1er septembre 1968 ; Wikipedia, « 1968 in Singapore » (consulté en novembre 2026). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.